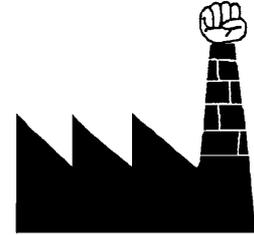


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Le spectre de la grève générale

Un spectre aura hanté le mouvement social : le spectre de la grève générale. Et ce dès ses premiers moments, dès le défilé du 13 mai qui rassembla ce jour là plus de manifestants que les derniers et plus importants cortèges contre la réforme Juppé. Le mouvement social de 2003 commençait sur des bases plus larges et plus profondes que celui de Décembre 95. C'est pourquoi toutes les forces attachées à la gestion du capitalisme s'employèrent à combattre ce qui leur apparut aussitôt comme une menace réelle : la grève générale. Le patronat bien sûr, et ses commis d'office gouvernementaux et parlementaires; les partis dits de gauche, dits de l'opposition institutionnelle; les forces de l'ordre, celles de l'appareil d'Etat (police, justice...) et celles privées, comme ces vigiles stipendiés par la direction des Postes ou de la SNCF pour refouler les cheminots et les postiers en grève. Mais aussi, et peut être d'abord, les bureaucraties syndicales. Ces organisations qui, à l'image de la gauche parlementaire, n'ont plus rien d'autre à proposer qu'un réformisme de régression sociale qui résulte d'une démission face aux diktats d'un système capitaliste qui ne peut plus offrir de grain à moudre à son stade actuel de développement. Pour faire illusion, les dirigeants syndicaux en sont réduits à jouer sur les mots : ils qualifient d' "avancées" les petits coups de frein aux reculs. Comme cette "augmentation" de la pension des Smicards qui sera finalement une baisse de 15% au lieu des 25% programmés. Ou comme ce démantèlement de l'EN qui ne touchera dans l'immédiat "que" 90% des agents initialement concernés...

Le spectre de la grève générale aura hanté le mouvement social de mai-juin 2003; et cette perspective fut peut-être proche de se concrétiser quand le salariat commença à dénoncer la dégradation globale de ses conditions de travail. Quand des actions plus radicale virent le jour. Quand la jonction entre l'exaspération des agents publics et la colère tenace des travailleurs du privé, solidaires et attentifs à ce mouvement, commençait ici ou là à se réaliser.

La généralisation et la radicalisation du mouvement achoppa malheureusement sur ce qui fut sa double faiblesse: celle d'abord de s'autonomiser des bureaucraties syndicales qui prétendirent en conserver l'entière maîtrise et réussirent à s'opposer à son extension; celle ensuite de parvenir à une conscience plus précise de la situation sociale présente, à exprimer de manière plus nette les enjeux de la lutte qu'il était en train de mener, à en tirer et assumer collectivement les conséquences. Une lutte autant contre la paupérisation à venir des salariés retraités que contre l'exploitation actuelle du travail. Une lutte contre l'exacerbation de la domination du Capital et pour la socialisation de la richesse produite!

Le mouvement social de mai-juin 2003 peut, à première vue, apparaître provisoirement battu sur ce qui était sa revendication directe et immédiat, le retrait du Plan Chérèque-Fillon. Mais sa victoire est ailleurs et potentiellement plus décisive: il a permis à ses secteurs géographiques et professionnels les plus combatifs, y compris les enseignants, de se battre sur des positions de classe.

Le mot d'ordre théorique et pratique "Grève générale" scandé des semaines durant par des millions de manifestants a ouvert une brèche idéologique. La revendication floue d'un "autre monde possible" prend plus nettement et plus massivement la forme d'un autre monde que le capitalisme.



Le texte de Michel Collon a été rédigé peu de temps après l'assassinat du chef du gouvernement de Serbie - juste avant le début de l'expédition militaire anglo-américaine en Irak. L'intervention militaire de l'OTAN en 1999 avait fait l'objet de nombreux et vifs débats au sein d'ACC. Quatre années plus tard, la situation serbe peut constituer un point de repère intéressant pour envisager les développements à venir de la situation irakienne. Ce sont en effet des gouvernements corrompus, privés de tout soutien populaire, gérant de manière mafieuse le pouvoir d'Etat - mais surtout créés, soutenus militairement et au besoin renversés - que mettent en place les puissances occidentales (au premier rang desquels les Etats-Unis) dans les régions qui leur sont périphériques.

Qui a tué Djindjic?

Qui a tué Djindjic ? Et quelles seront les répercussions dans les Balkans ? Sherlock Holmes aurait du travail à Belgrade. Et bien des suspects sur les bras, car il serait difficile d'y trouver des amis de Djindjic. "Vous êtes le chef de la mafia, et j'en ai les preuves", venait de lui lancer en plein parlement Vojislav Seselj. Beaucoup le pensaient aussi.

Une marionnette nommée Djindjic

Qui avait porté Zoran Djindjic au pouvoir ? Le peuple serbe, nous disaient les médias. En réalité, sa cote de popularité avait toujours été proche du zéro (à l'inverse de Kostunica). Surtout après qu'il ait soutenu l'Otan tandis que les bombes pleuvaient sur son pays. Qui alors avait porté Djindjic au pouvoir ? L'Occident. Grâce à 9 années d'un embargo épuisant (dicté par le FMI pour liquider l'autogestion et imposer la globalisation). Plus 9 années d'une guerre médiatique de diabolisation. Plus 78 jours de bombardements de l'OTAN. Plus des dizaines de millions de dollars d'une campagne de déstabilisation orchestrée par la CIA en 2000 pour chasser Milosevic. Le même genre de campagne qui a jusqu'à présent échoué contre Chavès. Depuis, on ne nous parlait plus jamais de la Yougoslavie, ce pays à qui l'Ouest avait généreusement offert le marché libre, la démocratie, et la promesse d'une entrée dans l'Otan et l'U.E. contre l'abandon de toutes ses richesses aux multinationales. Depuis 2000, plus un mot. Etait-ce la fin de l'Histoire, la globalisation ayant triomphé jusqu'à Belgrade ? Et au Kosovo où l'on venait, discrètement, de privatiser 25% des entreprises en fermant tout le reste ? Mais l'Histoire n'est jamais terminée. Le peuple serbe résistait aux privatisations et aux trahisons. Les ouvriers de Zastava venaient de faire grève, refusant d'être jetés à la poubelle pour qu'un groupe canadien puisse faire main basse sur leur usine. L'Otan était toujours qualifié comme il le mérite, à savoir agresseur. La fierté restait debout attendant la crise du groupe au pouvoir.

Les hypothèses

Deux ou trois hypothèses. Qui a tué

Djindjic ? Plusieurs hypothèses même si, à ce stade, il convient de rester prudent. La méthode professionnelle employée semble exclure l'idée d'un patriote voulant venger son pays trahi. Restent : 1. Les rivalités au sein de la clique au pouvoir. 2. Un règlement de comptes maffieux. Ou les deux ensemble. Djindjic avait renversé Milosevic en construisant une coalition hétéroclite de 18 partis dont le seul ciment était l'arrivisme. Une fois arrivé au pouvoir, il s'était empressé de le confisquer, suscitant le dépit car les privatisations profitaient surtout à ses copains. Les déçus de son propre camp étaient donc nombreux et n'auraient sans doute pas payé cent dinars pour augmenter le nombre de ses gardes du corps. Mais qui étaient ces copains de feu Djindjic ? Il y a quelques mois, il avait étouffé une enquête sur la mafia et les ministres du parti de Kostunica avaient démissionné pour protester. Qui dit mafia, dit rivalités, intérêts lésés et règlements de comptes. On ne spéculera pas sur la question d'où viennent les balles. Mais on rappellera des précédents : les protégés de l'Occident en ex-Yougoslavie ont tous été liés à de sombres trafics, même si les médias restent bien discrets là aussi. L'entourage du président bosniaque Izetbegovic a détourné des millions de dollars d'aide internationale. L'UCK, signalent tous les services policiers européens, a transformé le Kosovo en plaque tournante des trafics de drogue, armes et prostitution. L'Otan a fait un mariage de raison avec la mafia, indiquons-nous dans notre film *Les Damnés du Kosovo*.^[1] Dans la propagande occidentale, Djindjic était l'homme qui instaure la démocratie. Or, ce bilan est tout aussi désastreux. Il a supprimé l'Etat yougoslave juste pour priver de poste son rival Kostunica. Il a illégalement fait exclure du parlement les députés du plus grand parti, celui de Kostunica. Il a foulé aux pieds le jugement de la Cour Suprême invalidant cette exclusion. Il avait fait pareil lorsque la même Cour a rejeté la livraison - kidnapping de Milosevic vers La Haye. Il a privé l'armée de ses budgets (y compris pour la nourriture des soldats) parce que celle-ci avait démasqué des espions étrangers au sein du gouvernement. L'homme providentiel de l'Ouest était juste un gangster politique. Washington

contre Berlin ? En Serbie, la rue appelait Djindjic l'homme des Allemands. Ce matin, une journaliste italienne nous a demandé : Le meurtre pourrait-il être lié à la rivalité Washington et Berlin dont vous avez tant parlé depuis des années ? Ce n'est pas le genre de choses qui se prouve facilement. Mais c'est en tout cas parfaitement possible.

Les indices

Quelques indices. **Indice n°1**. C'est le moment de rappeler pourquoi la guerre en Bosnie a duré si longtemps. Dans ses mémoires, Lord Owen, envoyé spécial européen, écrit : *"Je respecte beaucoup les Etats-Unis. Mais durant ces dernières années (92-95), la diplomatie de ce pays est coupable d'avoir prolongé inutilement la guerre en Bosnie"*. Que visait-il ? Ce que nous avons exposé dans notre livre *Poker menteur*^[2] : En 91, Berlin a fait éclater la Yougoslavie et pris le contrôle des nouveaux régimes en Slovénie, Croatie et Bosnie. D'abord prise de vitesse, Washington s'est efforcée de récupérer les cartes en mains. La Yougoslavie, c'est le Danube, route stratégique vers le Moyen-Orient et vers le Caucase, donc vers le pétrole et le gaz. La voie que toutes les grandes puissances ont toujours voulu contrôler. Berlin veut amener son pétrole via le Danube et le Rhin. Par contre, Washington veut construire un pipe-line plus au sud à travers la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie. Car les Etats-Unis entendent contrôler l'approvisionnement énergétique de leurs rivaux, Europe et Japon. Ils ont construit au Kosovo la super-base militaire de camp Bondsteel qu'ils comptent utiliser contre l'Irak. En Bosnie, Washington avait donc ordonné au président bosniaque Izetbegovic de ne signer aucun accord de paix proposé par les Européens en lui promettant de gagner la guerre sur le terrain. Ce qui fut fait. Bref, les USA ont prolongé la guerre de deux années et aussi les souffrances de toutes les populations. Dans la rivalité entre grandes puissances, les pires coups sont permis. **Indice N°2**. En 2000, Washington, qui contrôle les crédits accordés ou non par le FMI, avait promis des flots de crédits pour aider le nouveau régime et maintenir les illusions électorales créées dans la population.

Bellicistes et prédateurs

Mais rien ne venait. Dans une interview au Spiegel, un hebdo allemand précisément, Djindjic s'était plaint d'être ainsi mis en danger : J'avertis l'Occident. Prémonitoire. Tout ce qu'on peut dire à ce stade, c'est que Djindjic sera davantage regretté Berlin qu'à Washington. **Indice N°3.** Que se passe-t-il ces temps-ci entre les grands alliés de toujours, USA d'un côté, Allemagne et France de l'autre ? La plus grande dispute depuis la 2ème guerre mondiale. Si Washington veut absolument attaquer l'Irak, et puis l'Iran, c'est aussi pour affaiblir ses rivaux européens. Les multinationales anglo-américaines Esso, BP, Shell veulent évincer d'Irak la société française Total. Et aussi évincer d'Iran son partenaire économique numéro un : l'Allemagne. Au moment où Berlin et Paris dérangent Bush, le coup porté à leur pion serbe pourrait très bien être un avertissement dans cette cynique partie d'échecs que constitue la guerre globale. Et maintenant ? Quelles seront les conséquences de la disparition de Djindjic ?

La lutte des clans

1. La crise au sein du régime va encore s'aggraver Kostunica tentera de récupérer son pouvoir perdu. Les divers clans vont s'affronter pour prendre le contrôle de l'économie et des trafics. 2. Un danger fasciste guette la Serbie car le nouveau pouvoir aura fort à faire pour briser les résistances ouvrières. 3. Les Balkans pourraient replonger dans la déstabilisation. Les Balkans pacifiés par l'intervention humanitaire de l'Ouest ? Le mythe aura du mal à se maintenir. Après la guerre déclenchée en Macédoine en 2001 par les protégés des Etats-Unis, c'est le Sandjak qui pourrait s'embraser avec une nouvelle menace de séparatisme à base nationaliste, en réalité manipulée de l'extérieur. Au Kosovo, Washington continue à protéger l'UCK et son nettoyage ethnique qui chasse les Serbes, mais aussi les Juifs, les Roms, les Musulmans, bref toutes les minorités non albanaises. Ça gêne de plus en plus certains puissances européennes qui aimeraient stabiliser la zone et construire leur corridor énergétique. D'autres régions voisines pourraient basculer. Une région où s'affrontent les projets de pipe-lines ne saurait rester calme longtemps. Avec ce bilan catastrophique, il serait temps que la gauche occidentale sorte de son silence et dresse le bilan de quatre années d'occupation OTAN au Kosovo. C'est une catastrophe. Au moment où Washington prépare d'autres occupations, la vérité doit absolument être connue et reconnue. Que le débat s'ouvre enfin !

Michel Collon 13-03-2003

1. *Les damnés du Kosovo, film de Michel Collon et Vanessa Stojilkovic*

2. *Poker menteur de Michel Collon, éditions EPO, 1998*

Si l'on devait se persuader de rester méfiant devant les informations qui nous été assénées durant la période de la guerre contre l'Irak et durant le proche après par les média, surtout télévisés, il suffisait de suivre l'émission, télévisée, proposée sur ARTE/La Cinq le mercredi 16 avril à 20H 50. Ce que l'on peut, et doit critiquer dans les données fournies par les grandes chaînes, privées comme publiques, c'est sans conteste leur caractère incomplet et tendancieux.

Au fil des cinquante minutes de "CIA : guerres secrètes", le réalisateur W. Karel, non seulement nous décrit la guerre interne permanente existant entre les deux agences de renseignements états-uniennes - CIA et FBI - mais aussi caractérise de la manière la plus péjorative qui soit les équipes au pouvoir depuis l'ère Bush-père, et cela à partir de témoignages d'anciens "acteurs" de l'une et l'autre agence, informations difficilement récusables de par leur source et tant elles se recoupent d'une officine à l'autre pour en rester au présent, c'est à dire à la politique de l'actuel locataire de la Maison Blanche, les témoignages de certains des mêmes agents sur l'étroitesse d'esprit et de pensée, l'absence totale d'envergure du personnage laisse pantois. Qualifié de "pâle étudiant", taxé d'incapacité à gérer l'entreprise pétrolière

dont il était le PDG grâce à papa – laquelle, ô ironie ! ne dut son salut qu'au rachat des actions par... un homme d'affaire d'Arabie Saoudite, parent de Ben Laden – libéra de l'emprise alcoolique grâce à une révélation divine de qui il prétend tenir une mission à remplir, on ne peut penser que le peuple états-uniens méritait mieux, surtout que, depuis un certain 11 septembre, il se voit de plus en plus corseté dans ses libertés, elles-mêmes de plus en plus étriquées. On comprend mieux dès lors la manipulation dont il est l'objet de la part des faucons ayant déjà sévi sous ses prédécesseurs.



Un lobby extrémiste

Les témoins, tous nommément désignés n'hésitent pas à qualifier les membres de l'entourage du messie de gens d'extrême-droite (les média "politiquement corrects" préfèrent le terme de néo-conservateurs). Ce que l'on a coutume de désigner désormais sous le terme de "clan Bush" se compose d'individus ayant fait leurs preuves sous les Ford, Reagan, Bush père et Clinton. Tous impliqués dans les intérêts pétroliers – beaucoup sont texans – ou le lobby militaro-industriel, qu'ils aient pour nom Wolfowitz, Perle, Rumsfeld ou encore Rice, Cheney ou Powel – la liste n'est pas exhaustive – ils se sont sentis libres, après l'implosion de l'URSS, pour penser, instrumenter, promouvoir l'ordre états-uniens sur l'ensemble de la planète, vieux projet datant de l'ère Marshall, mais bloqué par la guerre froide, et pour ce faire, élaborer des scénarii d'agression guerrière contre "l'axe du mal", les "Etats voyous" ou même "l'islam", ce dernier accusé de menacer les Etats-Unis selon Daniel Pipes, propagandiste à la solde de Bush et partisan de la manière forte, en voulant "remplacer la Constitution (américaine) par le Coran"⁽¹⁾ Effarant. L'ennemi rouge s'étant volatilisé, il faut bien en trouver un autre, pourquoi pas l'islam dont Pipes, toujours lui, assène comme une vérité qu'à ses yeux "la différence entre un islamiste modéré et un islamiste radical est comme la différence entre un nazi modéré et un nazi radical"⁽¹⁾

On entendra même dans ce documentaire un des spécialistes du renseignement affirmer que, les intérêts pétroliers mis de côté, la décision de Bush d'envahir l'Irak, prise bien avant le début de parodie de valse diplomatique, avait pour cause l'échec subi en Afghanistan dans sa tentative de s'emparer ou de liquider Ben Laden. L'invasion et l'occupation de l'Irak, la chasse à Saddam Hussein et ses affidés, devenus terroristes, devaient redorer son blason et lui permettre de montrer qu'il pourrait terminer le travail commencé par son père en 91. raison personnelle alors ? D'autres parleront de paranoïa. Le fait est que les motifs d'intervention invoqués par Bush junior n'ont pas tellement brillé par leur constance : de guerre au terrorisme (S. Hussein accusé de maintenir des liens avec Ben Laden), il est passé à l'instauration de la démocratie (régime dictatorial) tout en taisant les véritables raisons connues de

tous : ressources pétrolière irakiennes, géo-stratégie en centre-Asie, avertissement à peine déguisé à l'Arabie Saoudite qui n'est plus perçue comme un allié fidèle, accusée qu'elle est de soutenir financièrement les mouvements islamiques extrémistes, crise économique états-uniennes...

Bref, le clan Bush, dans sa soif insatiable de prédation⁽²⁾ et de domination, donne le sentiment de se préparer à une autre aventure contre un "Etat voyou" évidemment. La liste, non exhaustive, de tels Etats existe, c'est connu. Ce qui l'était moins au lendemain de la chute du régime Baas, ce sont les menaces préférées à l'encontre de la Syrie accusée d'être un lieu de refuge pour les dignitaires baasistes (la liste connue à l'avance, sous forme de jeux de cartes, commence pourtant à se rétrécir suite aux arrestations successives à... Bagdad même !)

En fait, les intentions états-uniennes, apparemment floues et contradictoires, s'inscrivent dans une stratégie d'agressivité préventive qui peut prendre des formes violentes : guerre de destruction et d'occupation de pays faibles, ou, plus nuancées : guerre économique et de tension contre des partenaires/adversaires commerciaux, à statut démocratique (L'Europe), stratégie inscrite dans le temps (court et moyen terme) axée sur la soit-disant "défense des intérêts vitaux" – traduisons : appropriation des ressources d'autrui – du plus grand prédateur ayant jamais existé dans les temps modernes.

Et quand ils nous serinent que cette politique new-coloniale relève de la défense et du respect des valeurs de liberté et de démocratie, on ne peut, pour le moins, que s'indigner d'un tel cynisme en songeant aux quarante dernières années (on pourrait même remonter à leurs pratiques du 19^{ème} siècle en Amérique centrale) de leurs interventions sur tous les points de la planète où ils n'ont cessé de fomenter ou soutenir des coups d'Etat, des dictatures, ainsi que les oligarchies possédantes régionales, minorités ne survivant que par l'aide et la répression contre les populations accumulées à la misère et au désespoir, mais sommées de faire allégeance au grand frère tuteur, c'est à dire de permettre aux banques et sociétés états-uniennes de se saisir de l'économie de ces pays soumis. Tout comme cela se dessine aujourd'hui même en Irak.

Liberté ? Les citoyens états-uniens ont-ils vraiment été libres de choisir leur président il y a deux ans quand on sait que des décomptes de bulletins de vote ont été refusés en Floride, Etat déterminant quant au scrutin final ?

Démocratie ? Ne peut-on pas parler d'autoritarisme quand c'est la Cour Suprême, tout acquise au Parti Républicain, qui décide du nom du vainqueur, alors que l'on apprend, après coup, que le perdant a obtenu plus de voix fédérale que le gagnant ?

Les USA n'ont-ils pas commencé à appliquer chez eux des pratiques qu'ils impulsaient couramment ailleurs ? Si l'on doit se poser une question, c'est celle-ci : Bush et consorts forment-ils un clan, une clique ou un gang ?

On me permettra de rappeler cette parole d'un ancien Président des USA, Abraham Lincoln : *"On peut tromper une partie du peuple tout le temps, et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps"*. En l'occurrence il faut parler des peuples du monde. Mais il n'y a pas que des lendemains qui chantent. Le système états-unien est en mauvaise posture : surendetté, il ne pourra éternellement faire payer ses dettes par les autres nations qui commencent à se rebiffer, même si c'est timidement (on l'a vu dans les oppositions à la guerre en Irak). La bête, blessée, est cependant capable du pire. Le gang actuel peut en être l'artisan.

(1) Voir D. Vidal, *Le Monde Diplomatique*, p. 17, mars 03

(2) La main mise sur les intérêts pétroliers par l'actuel vice-président des USA, Dick Cheney, via la multinationale texane Halliburton, active dans 130 pays, dont il était PDG de 1995 à 2000, n'est plus à démontrer. Déjà en 98 le sinistre individu ne déclarait-il pas : "... mais nous allons où il y a des affaires à faire ?" Et dans l'Irak sous tutelle il y en a. C'est ainsi qu'un milliard et demi de dollars doivent être réinvestis par Washington pour remettre en état les installations pétrolières. Et qui va s'en charger ? Halliburton bien sûr, à laquelle Cheney reste très attaché. (source : CQFD n°0, avril 2003 : voir page "Rencontres et lectures" du présent n° d'ACC).

Vous trouverez ci-dessous le texte d'un "Manifeste des délinquants de la solidarité", devenu pétition (aujourd'hui signée par 3 750 personnes et 180 collectifs ou associations). Ce manifeste, inspiré du fameux Manifeste des 343 ("Je déclare avoir avorté") du 5 avril 1971, revendique l'aide aux étrangers en situation irrégulière, sanctionnée par l'article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, que les autorités se préparent à réactiver à l'encontre des particuliers et des associations de soutien aux étrangers

MANIFESTE des DELINQUANTS de la SOLIDARITE

« Toute personne qui (...) aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers, d'un étranger en France ou dans l'espace international précité sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 30 000€ . » (Article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945)

Chaque année en France, malgré l'article 21 de la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers, des centaines d'associations, des milliers de citoyens, accueillent, aident, informent sur leurs droits des étrangers.

Ils le font dans des conditions difficiles en raison de la faiblesse de leurs moyens et des innombrables obstacles rencontrés dans les préfectures, les administrations et institutions censées assurer accueil et protection à tous, mais aussi en raison d'une attitude de suspicion généralisée envers les étrangers. De plus en plus, ceux et celles qui défendent l'État de droit et la nécessité de l'hospitalité sont menacés de poursuites, quand ils ne sont pas mis en examen, par exemple pour avoir seulement hébergé gratuitement un étranger en situation irrégulière .

Demain, si l'actuel projet de réforme du gouvernement est voté, ces citoyens et associations « coupables » d'aide au séjour irrégulier pourront être condamnés plus sévèrement encore*.

Dans le même temps où on cherche ainsi à créer un véritable délit de solidarité, le silence est fait sur la situation des étrangers en France et en Europe, et sur le rôle effectif de centaines d'associations et de milliers de citoyens solidaires des étrangers en situation irrégulière.

Nous déclarons être l'un d'eux. Nous déclarons avoir aidé des étrangers en situation irrégulière. Nous déclarons avoir la ferme volonté de continuer à le faire. De même que nous réclamons un changement radical des politiques à l'égard des immigrés et des étrangers, nous réclamons le droit à la solidarité, contre la logique des États.

Si la solidarité est un délit, je demande à être poursuivi(e) pour ce délit.

· L'article 17 du projet de loi Sarkozy prévoit la confiscation pour les personnes physiques de tous leurs biens, meubles ou immeubles. L'article 18 prévoit la même chose pour les personnes morales (par exemple les associations ou les syndicats).

Citoyens et associations qui souhaitez rejoindre cet appel, **signez-le de préférence sur le site web <http://petition.gisti.org>**, sinon envoyez vos signatures (nom/prénom, ville, qualité et, éventuellement, mail) par voie postale au GISTI, 3 villa Marcès 75011 Paris, ou par fax au 01 43 14 60 69

Banque Mondiale : après les retraites les autres secteurs

Par Gérard Surdez

Les extraits suivants sont tirés d'une "boîte à outils" préparée par le Département de Communication pour le développement de la vice-Présidence des affaires extérieures de la Banque Mondiale et destinée aux décideurs politiques et économiques voulant préparer la privatisation de leurs services publics en contournant les résistances. Il s'agit d'un véritable outil de propagande supposé persuader la majorité que les privatisations se font dans leur intérêt. 3/032002)

"La privatisation et la réforme du secteur public constituent une large part des programmes d'assistance technique et des prêts de la BM. Ces réformes sont au cœur des normes sociales autour desquelles la société est organisée. Elles affectent les relations entre institutions gouvernementales et citoyens, exigeant de la part de tous un changement radical d'opinions et de perception sur la nature des biens publics et sur l'équilibre entre responsabilité gouvernementale et opportunités pour le secteur privé. Elles exigent une évolution concernant les droits et obligations de l'ensemble des acteurs et appellent à une mobilisation nationale pour que tous ensemble ils fassent avancer les réformes.

"Au cours de ces 5 dernières années, la demande d'une plus grande participation émanant de la société civile a modifié sérieusement la méthode d'action de la Banque".

"Les projets financés par la BM se trouvent sous le contrôle renforcé du public. Les résultats, traduits en production, ne sont plus suffisants. Les gens veulent en connaître l'impact sur la réduction de pauvreté. De nouvelles mesures des performances doivent de plus en plus s'appliquer pour évaluer le degré de satisfaction du service rendu et de consensus socio-politique sur les réformes". "Les programmes de communication publique ne doivent pas seulement servir à constituer des soutiens aux privatisations mais aussi à promouvoir des changements dans les comportements sociaux et politiques sur le long terme"

"Ces programmes sont basés sur des stratégies mettant en jeu un processus incluant une analyse socio-politique des groupes visés, des messages clés pré-testés et l'emploi des canaux de communication les plus appropriés. Il implique l'analyse des segments affectés par la privatisation du secteur et des mesures à mettre en place pour obtenir leur soutien. Il doit utiliser tous les canaux de communication formels et informels du pays pour informer et consolider le consensus, porter la vision du projet et donner confiance dans le processus de réforme".

"Un grand nombre de programmes de privatisations font face à l'hostilité des partis de l'opposition, des syndicats et du public dans son ensemble quand les gouvernements ne prennent pas les mesures nécessaires pour assurer le soutien social et politique indispensable à leur succès".

En matière d'échecs constatés :

- "La privatisation des entrepôts portuaires au Bangladesh; les manutentionnaires, que le gouvernement a négligé d'impliquer dans le processus, avaient manifestement peur de perdre leur emploi et ont été particulièrement influencé par l'opposition de leurs leaders syndicaux à la privatisation. Quand un investisseur potentiel s'est présenté pour visiter l'entreprise, un garde portuaire a menacé de le tuer et l'investisseur s'est enfui dans son pays en laissant ce projet sans suite pendant des années".

- "En Turquie, la mise en place de filets sociaux de sécurité, incluant les programmes d'ajustement de la main d'œuvre, a été mal programmée dans le temps et a conduit à une résistance acharnée des syndicats".

- "Au Mozambique, un sondage réalisé pendant l'application du programme de privatisation a démontré que le public le percevait généralement comme la vente des entreprises publiques aux étrangers".

- "En 1994, au Sénégal, une privatisation entreprise à un moment où il n'y avait aucun consensus à son sujet, dut s'arrêter. La résistance au processus fut considérable de la part des politiques, des employés des services publics et de la société dans son ensemble".

- "En janvier 1995, 41 parlementaires de l'opposition au Kenya rendirent public un communiqué de presse appelant à la démission immédiate du directeur de l'agence pour la privatisation et demandant une enquête sur les activités de l'agence et l'abandon de la transaction".

D'une façon générale, il est surtout reproché le manque d'efforts pour amener le maximum d'acteurs à faire consensus, et en particulier de n'avoir pas suffisamment insisté sur le fait que les privatisations seraient une des causes de la réduction de la pauvreté !!

"Il peut ne pas toujours être possible d'arriver à un large consensus mais informer et éduquer le public et d'autres parties prenantes importantes sur les privatisations et ses effets sera presque toujours la condition préalable à son succès".

Au Guatemala, un institut de conseil britannique identifia un syndicat impor-

tant, opposant implacable à la privatisation, comme l'une des parties prenantes. L'objectif de le faire basculer du côté du gouvernement ne semblant pas réalisable, l'institut conseilla au gouvernement de faire au moins le geste de rechercher le soutien du syndicat afin qu'on ne l'accuse pas d'avoir négligé une partie importante au processus. Pour finir, une lettre fut adressée à chaque foyer, à l'intention non pas des employés mais de leur femme soulignant les bénéfices escomptés de la privatisation. Et le personnel soutint la privatisation. La méthode :

"Une enquête d'opinion, répétée sur plusieurs mois et années, traque les évolutions dans le soutien, et les oppositions, afin de modifier constamment les dessins de la privatisation et d'en changer s'il y a lieu".

"Son analyse doit permettre aux décideurs de déterminer quand, à quelle vitesse et comment privatiser les différentes entreprises publiques".

"Par exemple, l'augmentation des tarifs est l'un des principaux sujets de préoccupation là où les services publics ont été fournis pendant des années à des prix au-dessous de ceux du marché. La recherche en communication doit indiquer par avance à quel niveau les relever pendant la période de transition. Au Nigeria, le résultat de l'enquête d'opinion alerta l'équipe dirigeante sur la réaction du public en cas d'augmentation trop brutale du service des eaux, tout spécialement si cette augmentation était utilisée prioritairement à l'amélioration des gains de productivité, essentiellement supportée par la population de Lagos disposant des plus faibles revenus".

Parmi les objectifs politiques définis par la BM (Tab.2) :

"Réduction de la taille et du champ d'action du secteur public. Redéfinition de son champ d'activité afin de se concentrer sur les fonctions gouvernementales essentielles dont la création d'un environnement favorable à la croissance économique du secteur privé. Réduction ou élimination de la possibilité pour un futur gouvernement de revenir sur les mesures adoptées". "Le débat soulevé par les programmes de privatisation en Grande-Bretagne illustre la tension entre des objectifs contradictoires. Un grand nombre d'entreprises ont été vendues sous leur forme monopolistique (British Telecom) ou bénéficiant d'une position dominante sur leur marché (British Airways). La raison couramment donnée pour une approche de ce type est le souhait de procéder rapidement afin de s'assurer de la coopération des directions des entreprises publiques qui, sinon, auraient pu tenter

L'école du meilleur des mondes

de faire obstruction aux privatisations et de séduire un large éventail de petits porteurs". "La privatisation est par dessus tout un processus politique qui peut provoquer une rupture radicale dans la situation des diverses parties prenantes"

La BM cite la démocratisation comme une des causes de l'incertitude politique entraînant des retards et des incertitudes dans les projets d'investissements (Tab.1 "Les 5 freins à la privatisation en Afrique") La BM paraît consciente des éléments suscitant l'opposition aux privatisations : Indépendance nationale, contrôle national sur certaines activités, sauvegarde de "l'intérêt public" crainte d'une concentration de la richesse entre quelques mains, manque de confiance dans le privé, démantèlement industriel, tensions sociales face à la perte d'emploi, augmentation des tarifs. (p.19) "Une partie de l'effort de communication consiste à médiatiser les personnes qui se font les champions de la réforme".

La BM semble également beaucoup compter sur la crédibilité dont les dirigeants politiques jouiraient dans la population pour la convaincre de se soumettre aux privatisations (tab.4). Bizarrement elle prend comme exemple l'implication de l'ex Président argentin Carlos Menem et de son gouvernement dans la privatisation "réussie" d'Entel (Telecoms) (p.20) ce qui risque de ne pas susciter beaucoup de vocations chez des dirigeants qui seraient tentés de les suivre dans cette voie. D'autant qu'il est en totale contradiction avec deux des objectifs politiques affichés auxquels doivent conduire la privatisation des entreprises publiques (Tab.2) à savoir : "Réduction des possibilités de corruption et détournement des fonds publics par le gouvernement. Réduction de la main mise d'un parti politique ou d'un lobby sur l'économie".

Le cartable de Big Brother, un film documentaire de 52 minutes, a été diffusé pour la première fois le 30 janvier 1999 par France 3. Il a suscité immédiatement le plus vif intérêt. Montré ensuite un peu partout en France par l'intermédiaire des réseaux associatifs, il devait être à l'origine d'une multitude de réunions et de débats. Il a beaucoup contribué à éclairer le public sur les enjeux politico-économiques qui commandent les actuelles « réformes » de l'Education nationale.

Il y apparaissait clairement que, sous couvert de réformes, et de "modernisation" (introduction des nouvelles technologies, e-learning, etc.) une démolition systématique du système d'instruction publique tel que nous l'avons connu était à l'œuvre. Bénéficiant du soutien actif d'instances internationales comme l'OCDE, des groupes financiers puissants sont désormais en mesure d'imposer leur volonté aux états européens, leur objectif étant tout à la fois de soumettre l'enseignement au principe de rentabilité et de fournir aux entreprises les exécutants serviles dont elles pourraient encore avoir besoin. De la sorte, l'homme nouveau ne sera plus un sujet pensant autonome, il vivra assujéti à des réseaux informatiques qui le formateront et l'évalueront en permanence. Ainsi voit-on se dessiner progressivement le projet nettement totalitaire de fabriquer une sorte d'homme minimal, dépourvu de sens critique, qui se laissera docilement « former » - exaltante destinée ! - « du berceau au tombeau ». Une telle utopie paraît grotesque, mais tout est mis en oeuvre actuellement pour la réaliser.

Toutes les valeurs fondatrices de notre civilisation se trouvent balayées par un tel programme. Ces nouvelles orientations n'ont rien de véritablement occulte, chacun pourrait aisément s'informer, connaître les textes, mais les objectifs paraissent si contraires aux principes politiques qui ont fondé nos démocraties que cela semble invraisemblable. Grâce à la cécité de l'opinion entretenue par une sorte d'anesthésie générale, le processus de destruction peut donc continuer à progresser tranquillement.

Francis Gillery a voulu donner une suite à ce film, pour expliquer comment nous avons pu arriver à une situation si contraire à l'intérêt général. Empêcher la transmission des savoirs, remplacer l'instruction et la culture générale par des formations techniques de bas niveau, c'est, pour nos vieilles sociétés européennes, une entreprise qui ne tardera pas à se révéler suicidaire. Il importe donc de restituer d'urgence à tout citoyen cette capacité de juger en connaissance de cause dont on entend désormais priver les jeunes générations.

L'école du meilleur des mondes complétera les explications du premier film, montrera d'une manière plus précise le type de société qu'on nous prépare sans juger bon de nous demander notre avis. Ce projet de film n'a pas intéressé les chaînes de télévision. Il n'a pas été possible non plus d'en assurer la production par les moyens habituels.

Le Collectif Le Meilleur des mondes s'est donc créé, à l'initiative de quelques professeurs, afin de permettre au réalisateur de poursuivre son travail de recherche et d'investigation dans des conditions qui lui garantissent une totale indépendance et une parfaite liberté de création.

Devient membre du Collectif Le Meilleur des mondes toute personne qui accorde, par souscription, un soutien financier à la réalisation de L'école du meilleur des mondes. Le collectif, à ce jour, a reçu le parrainage des associations suivantes :

- APED (<http://www.ecole-democratique.org>),
- ATHANOR (Scène nationale d'Albi), - Collectif autonome de critique et d'action,
- Reconstruire l'école (<http://membres.lycos.fr/reconstrlecole>).

Vos remarques et votre soutien nous seront précieux. Vous pourrez trouver tous les renseignements utiles sur le site : <http://membres.lycos.fr/edmm>.

Julien Esquié julien.esquie@libertysurf.fr



C'est fait : ceux qu'on appelait "les grands commis de l'Etat" ont viré sans crier gare. Les voilà brusquement devenus, apparemment sans états d'âme, de "grands commis du Capital". Ils sont passés aux aveux dans un rapport paru il y a 3 mois : "le rapport Pochard". Le ton y est si crû et les propos si clairs que le doute n'est plus permis (sauf pour Aschiéri de la FSU qui séduit par les sourires de Sarkozy ?...) : le massacre des services publics et du statut des fonctionnaires est programmé pour le court terme.

Nous avons emprunté le texte ci-dessous - qui analyse le rapport Pochard - au bimestriel édité par le "Mouvement de la Gauche Progressiste" (n°64 - 1,5 € - avril 2003) Pour contact ou abonnement : *Gauche Progressiste* 5 rue des Jacobins 72000 LE MANS Tél. 02 43 24 57 94 - Fax 02 43 24 58 71 Abonnement : 7,60 €.

Rapport du Conseil d'Etat : L'offensive libérale contre le service public

Le Conseil d'Etat vient de rendre public un rapport le 20 mars 2003 "perspectives pour la fonction publique". Ce rapport n'est pas une loi, ni l'émanation du Gouvernement ou de l'Assemblée Nationale ou du Sénat. Mais généralement ces rapports inspirent fortement les décisions des politiques.

En accord avec l'organisation mondiale du commerce et le MEDEF

Alors que préconisent les grands commis de l'Etat ? La disparition pure et simple de la fonction publique car il est temps selon ce rapport que la fonction publique s'adapte à la concurrence du marché mondial. Tout est dit dans cette phrase. Il s'agit d'adapter l'emploi, les statuts à la mise en concurrence au niveau mondial de l'ensemble des services publics. C'est exactement ce que souhaite l'Organisation Mondiale du Commerce, à travers l'Accord Général sur le Commerce des Services, le fameux A.G.C.S. qui devrait être ratifié cette année sans que les peuples n'aient été consultés, bien entendu.

Petit rappel de ce que prévoit l'A.G.C.S. : la libéralisation complète du commerce des services qui sont rendus sur une base marchande ou qui évoluent dans un secteur concurrentiel. En clair à part l'armée et la police tout est concerné : la santé, l'éducation, la culture, le transport, l'eau, les déchets, la recherche...

La fin programmée des services publics

Le Conseil d'Etat préconise donc que les fonctionnaires ne soient plus recrutés sur concours qui est une entrave, paraît-il, à la liberté des travailleurs, et surtout qu'ils ne soient plus protégés par un statut mais liés à leur employeur par un contrat. Il sem-

ble même que l'idée de convention collective, telle qu'il en existe dans le privé, soit encore une entrave trop forte. Le contrat individuel est la forme qui conviendrait le mieux. C'est exactement ce que souhaite le M.E.D.E.F.! Illustration par un exemple concret page 344 du rapport: "Le contrat d'affectation sur emploi ne devrait pas stipuler que l'emploi en question est celui de professeur dans l'un des collèges de la région d'Ile de France mais celui de professeur dans tel collège (...) les caractéristiques de l'emploi n'ont pas à être identiques pour tous les collèges". Le contrat précisera le type d'emploi, la durée du travail..., précisera-t-il la rémunération ? L'exemple du professeur de collège vaut pour tous les emplois de la fonction publique; puisque facteur à la campagne ce n'est pas le même emploi que facteur à la ville. Mais policier à la Flèche est-ce le même emploi que policier en banlieue ou que dans le 16ème arrondissement de Paris ?

Le Conseil d'Etat ne propose rien d'autre que la fin des rémunérations égales pour tous en fonction de l'emploi, des déroulements de carrière garantis, de la sécurité de l'emploi mais surtout

c'est la fin d'un cadre national du service public qui seul permet de garantir l'égalité d'accès au service public et la solidarité nationale. Les biens pensants le disent depuis longtemps: les fonctionnaires sont des privilégiés, le Conseil d'Etat propose de ramener les droits des salariés du public en-dessous de ceux du privé. Après, il ne faudra pas longtemps au M.E.D.E.F. pour demander, au nom de l'équité, que les travailleurs du privé perdent eux aussi les dernières protections, petites il est vrai, que leur garantissent encore les conventions collectives. Le jour n'est peut-être plus si loin où, au nom de la concurrence, de la modernité, le contrat de travail journalier avec une rémunération quotidienne au rendement sera proposé.

Au nom de la liberté du commerce

Il y a une cohérence politique forte entre les accords internationaux de l'O.M.C., ceux de l'Union Européenne comme à Barcelone, les projets du M.E.D.E.F. concernant la refondation sociale et la décentralisation de Raffarin ou le démantèlement programmé du

système des retraites. Il s'agit de casser toutes les protections sociales, environnementales et sanitaires qui entravent la liberté du commerce et du travail.

Jusqu'à preuve du contraire, face à ce vaste projet ultra libéral, la seule différence entre socio libéraux, libéraux sociaux, de droite ou de gauche, c'est la vitesse de la mise en place de tout cela. Les compromis vont être de plus en plus difficiles et surtout de plus en plus amères pour les salariés.



Alex LEGROS

Un printemps des peuples, un !

Dans un éditto du début d'année, l'un de nous envisageait, au vu de l'accumulation des difficultés socio-économiques et des politiques patronales et étatiques, un « printemps des peuples » pour 2003. Nous n'avons pas été déçus sur ce point, et les Autrichiens non plus.

L'appréciation du bilan (provisoire) du mouvement social a bien sûr donné lieu à des débats dans A.C.C., qui sont cependant un peu biaisés par le fait que notre région est aussi périphérique par rapport au mouvement qu'elle l'est par sa géographie. Bien sûr, il y a eu quelques belles manifs, mais les copains qui étaient « montés » à Paris en sont revenus autrement enthousiasmés ! Ma thèse, dans ce débat qui se mènera un peu partout pendant les vacances, est qu'il s'agit au moins d'une demi-victoire, sinon plus.

La première victoire est l'existence même d'un tel mouvement de grève, de contestation sous forme de manifestations de rue, mais aussi et surtout de

d'un nouveau cycle de luttes, ce qui n'est pas du tout exclu !

La raison la plus évidente de cette part d'échec est la limite atteinte par l'extension et la radicalisation du mouvement. On peut bien sûr aussi incriminer les ambiguïtés des appareils syndicaux, la coupure entre le « public » et le « privé » etc..

Mais on oublie alors l'essentiel: à savoir qu'il s'agit probablement du **plus grand mouvement social en France depuis 1968**, même si sa composition sociale a été en partie différente. Ainsi la place importante et qualitativement très nouvelle des enseignants me semble marquer la prise de conscience par les jeunes générations de la prolétarisation inéluctable de cette catégorie de travailleurs : tous leurs privilèges réels et surtout symboliques, leurs illusions de conscience (notamment « professionnelle », « pédagogique ») sont en train de se fracasser sur la dure réalité des « enfants » (y compris de 20 ans) indifférents,



rassemblements, de forums, d'A.G. sur les lieux de travail ou ailleurs, après tant d'années de résignation. Cette dimension est bien sûr très variable suivant les endroits, et cette irruption, cet enracinement **local** des luttes en est justement un des aspects les plus constructifs, même si (et parce que) **il n'est pas spectaculaire**.

La part d'échec, elle, a été largement médiatisée: le mouvement n'a pas atteint ses objectifs proclamés, à savoir le retrait du projet de loi sur les retraites, et plus généralement, un infléchissement de la politique gouvernementale libérale. N'oublions pas toutefois qu'une **loi** est faite pour être modifiée, voire supprimée; et cela surtout si nous sommes au début

« rois », « difficiles », « consommateurs », des parents « clients », d'une hiérarchie ouvertement méprisante et du dénigrement médiatique. Au-delà, une majorité de travailleurs « protégé », c'est à dire

qui n'ont pas encore subi la régression de la déréglementation, de la Fonction Publique ou assimilés, mais aussi des travailleurs des entreprises capitalistes. Dans les manifestations, les mots d'ordre appelaient toujours à l'égalité de droits entre ces catégories de travailleurs, ce qui n'avait rien à voir avec une quelconque défense corporatiste, ni non plus avec l'absurde égalisation par le bas.

Rapport de force

Ce qui me paraît nouveau et prometteur dans les conflits actuels, c'est une prise en compte différente et plus réaliste du rapport de force. Certes, il reste

quelques illusions, en particulier chez certains cheminots, sur la possibilité de défendre un bastion grâce à une position stratégique et des souvenirs historiques ! Mais il y avait aussi des cheminots aux A.G. de profs, et ça, c'est drôlement nouveau ! Mais le plus important, c'est **l'apparition dans la guerre sociale de la forme de la guérilla** à la place du rituel rappel de la nécessité des « avancées sociales » ou de la défense des « avantages acquis ». Tout le monde avait compris que l'adversaire (en fait, l'Etat multinational – cf. les accords de Madrid – et la classe dirigeante mondialisée) était passé à l'offensive sur ce terrain aussi, après ses impressionnantes victoires dans tant d'entreprises de par le monde « libre » du libéralisme. Cela correspond à une résistance du « faible » au « fort », où le « faible » sait qu'il ne peut pas vraiment être écrasé et que seule sa détermination est vraiment décisive ; et cela se traduit par des **conflits locaux prolongés** (comme il y en a depuis un moment à la S.N.C.F., en particulier dans le sud de la France) et une tactique de harcèlement.

Pour qui connaît le milieu enseignant, l'apparition de « grèves tournantes », la participation « à géométrie variable » au fil des jours, sont des surprises bien plus considérables encore que les « journées nationales » massives qui dénotent toutefois une capacité de mobilisation que nul n'attendait. Et les travailleurs des entreprises privées, dans une position certes plus fragile avec les facilités actuelles de licenciement et de déplacement des capitaux, peuvent tout de même en tirer une leçon: au lieu de « journées revendicatives » de moins en moins suivies, des actions plus ponctuelles, mais répétées, fréquentes et qui supposent une auto-organisation permanente seront davantage gênantes pour l'adversaire, et bien plus encore dans le secteur productif. Il ne faut bien sûr pas compter en premier sur les syndicats pour organiser un mode de lutte qui sort de leurs habitudes et de leurs intérêts de contrôle du mouvement; mais l'expérience montre aussi que là où l'action est forte, ils sont bien obligés de suivre, même si leurs buts stratégiques sont différents: ils n'ont plus tout à fait la même capacité de nuisance qu'en 1968, par exemple, et un accord rejeté par la « base » ne surprendrait plus personne, aujourd'hui ! De toute façon, il n'y a plus d'accords !

Le gouvernement et ses délégués à la tête des entreprises publiques ne s'y sont pas trompés, en sanctionnant au

maximum la participation à la grève (retraits de salaire non différés, intégration des week-end dans le décompte des jours de grève, intimidations, réprimandes, etc..) dans un contexte général de répression de toute contestation de la politique menée et de l'ordre établi (dans la novlangue du spectacle, cela s'appelle «fermeté»).

Bref, des deux côtés, les enchères sont montées assez brutalement. Du coup, se pose la question : qu'aurait-il fallu de plus pour que les événements prennent une autre allure encore, et pour gagner ?

Radicalisation

Lorsque des grévistes s'en sont pris aux locaux du MEDEF à La Rochelle, on a pu imaginer un tel tournant, un changement de vitesse. Et certes, la multiplication d'actions de ce genre aurait obligé le gouvernement à riposter, au lieu de «jouer la montre». C'est pourquoi, immédiatement, la **légitimation** du mouvement était en cause sur le théâtre médiatique et les minables contre-manifestations de droite furent tout de suite gonflées, en même temps que résonnaient les sirènes sur le «recul de la mobilisation».

Ici se joue un point essentiel de la partie: certes les acteurs de cette lutte se sont montrés plus critiques, d'emblée, à l'égard des media qui sont tout de même bien plus décrédibilisés que par le passé; en même temps, ils ont essayé en partie de retourner contre eux la logique même des media (fournir des occasions d'images «spectaculaires», au sens banal du mot) pour tenter de peser sur l'information biaisée. Mais jouer la carte de la «visibilité» médiatique ne suffit pas, car tant que le mouvement (en particulier dans sa généralisation à l'échelle du pays) se confond avec l'image qui en est donnée, **cette image peut toujours être dégonflée à volonté**, en particulier lorsque se manifeste une hésitation, une pause...

C'est pourquoi la question des **moyens d'expression et de légitimation** de la contestation reste posée (tout comme celle de la circulation de l'information à l'intérieur du mouvement, malgré le progrès que peuvent représenter les réseaux sur Internet). Et cette question est étroitement liée à celle de la radicalisation comme effet d'entraînement. Le vieux schéma de la provocation spectaculaire suivie d'une répression spectaculaire (qu'ont tenté d'appliquer seulement quelques anarchistes (?) après une des manifs parisiennes) ne vaut plus rien depuis longtemps, d'autant que c'est le mieux contrôlé par la police (N.B.: le ministre de celle-ci nous a épargné, pour cette fois, le coup des «casseurs-fon-

tionnaires en civil»). La violence «symbolique» légitime, du genre émeutes, incendies de cibles honnies, s'inscrit mal dans l'espace mental actuel dès qu'on dépasse les limites de certaines banlieues (et même là..).

Par contre, se donner les moyens de «grèves de gratuité», c'est à dire de faire fonctionner les moyens de production, de transport, les appareils producteurs de services utiles tout en les soustrayant à la logique de ceux qui s'en considèrent les propriétaires ou les administrateurs, représente sûrement une forme de radicalisation qui ne peut laisser indifférents les tenants du pouvoir, ni non plus les usagers; car il faut bien percevoir ceux-ci comme des travailleurs aussi, c'est à dire des alliés potentiels ou actuels, au lieu de les laisser s'exaspérer en future masse de manœuvre des réactionnaires de tous poils.

Bref, rendre le service public vraiment «public» au lieu d'en bloquer simplement le fonctionnement, serait une forme de radicalisation à creuser et il ne s'agirait pas simplement de travailler à la japonaise, avec un brassard «gréviste». Un péage d'autoroute ouvert, un train sans billet ou un métro sans ticket en sont des symboles évidents, même si nous n'en sous-estimons pas un instant la difficulté de la mise en oeuvre dans la plupart des cas. Mais dans de telles circonstances, où seraient les rôleurs ? Cette forme d'illégalité autogestionnaire aurait un autre sens et une autre portée que quelques brasiers et prendrait complètement à revers la logique du «service minimum» : «Chers concitoyens, nous vous

offrons un service maximum et à l'œil, aux frais de ... la SNCF, par exemple !». A très petite échelle, **l'accueil** tournant réalisé dans les écoles où les enseignants savaient bien que nombre de parents, également travailleurs, auraient été confrontés à des difficultés insurmontables sans cela, représente un exemple de cette logique de «prise en compte de la réalité» qui indique la maturité d'un mouvement et son sens tactique. Ainsi, que pourraient faire des profs, avec de grands élèves cette fois, de plus intéressant que de préparer un bac qui n'est de toute façon plus qu'un chiffon de papier ?

Pour finir : recommencer, bien sûr !

Une bataille n'est pas la guerre, comme disait l'autre, et plus encore si elle est indécise. Je ne minimise pas bien sûr, la part de déception de certains devant l'état actuel de la confrontation. Et en face, certains se réjouissent peut-être en touillant la vaseline et en graissant le bâton en vue du «dossier Sécu». Mais les impressions individuelles ne pèsent pas lourd par rapport aux rythmes historiques et par rapport à la conscience et à l'expérience collectives. Pour ma part, je serais prêt à parier plus que quelques kopecks de ma future retraite maigrelette sur les chances de la nouvelle génération qui vient de faire irruption sur la scène de la lutte des classes. A bientôt !

Jean-Marie Heinrich

Initiatives

Un groupe d'enseignants de Cavillon reste mobilisé et veut le montrer en organisant des caravanes pendant l'été. Ils ont besoin d'aide pour l'organisation et font appel à toutes les bonnes volontés pour mener à bien ce projet.

Ils ont comme objectif d'informer les citoyens des véritables dangers de la décentralisation. Ils souhaitent rester actif durant l'été pour se mobiliser dès que le projet reviendra sur la table au mois de septembre et assurer une coordination entre les actions menées dans les différentes régions traversées.

Ces caravanes (il devrait y en avoir 4) donneraient l'occasion, sur les 30 à 40 jours de leur durée, d'organiser des débats et de diffuser des infos à chaque étape. Elles arriveraient à Paris le jour de la pré-entrée en partant des 4 points cardinaux de la France (par ex, Marseille, Brest, Strasbourg, Lille). Plus les caravanes passant par les lieux de vacances et les lieux de festivals (littoral méditerranéen, littoral atlantique, Corse, Alpes...) Et cela par tous les moyens de locomotion : à pied, en rollers, en trottinette.

A chaque étape une prise de contact avec les collègues qui ont mené une action en mai-juin serait évidemment prévue ainsi qu'un exposé-débat avec distribution de tracts ou de documentation.

Les modalités pratiques précises sont en cours d'élaboration. A l'heure où nous terminons la maquette d'ACC nous ne savons pas si ce projet se concrétisera. Nous ne disposons que d'une adresse électronique où vous pourrez en savoir plus : mer.val@free.fr

De son côté, "le réseau des bahuts" cherche à faire un calendrier de toutes les actions prévues pour cet été (interpro. et éducation nationale). Envoyez-leur tous les rendez-vous dont vous avez connaissance à rdvdete@reseaudesbahuts.lautre.net, avec les dates, les lieux, la région/département... et éventuellement une adresse internet pour pouvoir faire suivre le calendrier une fois fait.

Le présent texte s'efforce, à chaud, de saisir quelques uns des traits les plus marquants du mouvement social de mai-juin 2003; d'en analyser les faiblesses mais aussi les leviers de possibles poursuites ou redémarrages de la mobilisation. Cette première partie se concentre surtout sur le rôle négatif joué par les centrales syndicales dans l'absence de développement du mouvement. C'est un élément important, certes; mais il convient d'ores et déjà de souligner que l'analyse de l'échec du mouvement sur sa revendication directe "Le retrait du Plan Fillon", ne saurait se réduire à la seule responsabilité des appareils syndicaux. La suite de l'étude, à paraître fin juillet dans le prochain numéro, s'efforcera d'identifier, pour les surmonter, les autres facteurs -théoriques et pratiques- de l'impuissance actuelle du salariat à répondre avec vigueur aux attaques répétées du Capital dont il est l'objet.

Une si tenace atmosphère de jacquerie

L'acte inaugural de la gauche plurielle, celui qui dès le premier mois allait tracer la ligne directrice de son action gouvernementale, ce fut Vilvoorde. Vilvoorde fonde la gauche plurielle. Vilvoorde révèle, au sens chimique du terme, la nature de chacune des mesures gouvernementales de Jospin. Vilvoorde contient en germe le 21 avril.

La capitulation d'emblée de toutes les gauches - y compris de ce qui restait encore en 1997 de Parti communiste en France - devant le Capital, sans même essayer de laisser croire qu'un gouvernement d'union de la gauche était là pour défendre les intérêts du salariat allait marquer le quinquennat. Aucune des réformes n'allait porter atteinte aux intérêts du Capital; toutes se firent en fonction de ses intérêts et au détriment des intérêts des salariés - en commençant bien évidemment par les plus emblématiques d'entre elles : 35 heures, emplois-jeunes, CMU et SRU. Nul besoin de refaire le procès de la gauche plurielle : le verdict a été rendu le 21 avril. Il est irréversible.

La Dream Team de la régression sociale

Pour justifier sa signature du Plan Fillon, ce "Rethondes des retraites", la CFDT se défend en se référant précisément à cette période et à ce gouvernement. Elle souligne que la réforme proposée est, dans ses principales dispositions comme dans son esprit, identique à celle du programme électoral du candidat Jospin aux présidentielles de 2002. Et ce doit être très certainement exact.

Mais une telle réforme portée par une formation politique ou syndicale de gauche, c'est le PS à 16% et le PC à 3%, c'est 30% de l'électorat populaire qui

vote FN et près de 40% d'absentions au premier tour, c'est Le Pen au 2ème tour. Nulle surprise donc, de découvrir dans la liste des partisans de cette réforme les noms de Kouchner, Delors ou Rocard (14% aux européennes en 1994). Car c'est cette gauche là, cette gauche du réformisme de régression sociale qui a vu s'effondrer sa base; hier électorale, demain syndicale. Les jours de cette CFDT sont comptés. Il n'y a désormais plus guère qu'au congrès de l'UMP que Chérèque est susceptible de se faire applaudir puisque même au sein de sa centrale, en dehors de ses affidés du Bureau national, il est conspué et sifflé.

Belle compagnie en revanche que celle que côtoie Chérèque dans son approbation du Plan Fillon. Non content d'être du côté de la droite gouvernementale, il se retrouve aux côtés d'Alain Madelin ("je soutiens cette réforme a minima"), d'Ernest Antoine Seillères (mais c'est désormais un mariage durable qu'ont noué l'ex Centrale Démocratique du Travail et le néo-comité des Forges) et, last but not least, Jean-Marie Le Pen en personne ("si j'étais député je voterais le projet comme un pis aller et comme un commencement de solution") - sans oublier bien sûr les épiciers et boutiquiers d'HEC, de l'Essec, des MBA et toutes sortes de Business schools, les poujadistes en bras de chemise bleu ciel, cravates Christian Dior et tailleurs Chanel de Libertychérie.exploite et Lafrancequiexploite.com (ceux là, tous ces Gonzague ou Anne-Sophie Demachinchose de Saint Duschmoll, il faudra quand même pour l'exemple, le jour de la révolution, les envoyer trimer aux champs et à l'usine pour leur apprendre que la sueur n'est pas une mauvaise odeur qu'on détruit avec un

stick déodorant!). Bref, quelle Dream Team de la régression sociale que celle du Plan Fillon avec Chirac en coach, Magic Seillères en capitaine, Raffarin en buteur, Chérèque en pivot et Le Pen en joker!

Le mouvement de mai-juin 2003 contre la réforme des retraites doit être compris pour ce qu'il est, l'expression de la profonde jacquerie sociale qui, en France comme dans tant d'autres sociétés européennes, couve, s'enflamme, s'apaise puis s'enflamme à nouveau; cette colère profonde contre la situation présente du monde du travail dont certains de ses membres ne se résignent pas au démantèlement progressif des garanties et droits salariaux qu'il avait conquis en un siècle et demi de luttes sociales.

Cet enracinement frondeur du vaste mouvement social qui vient de marquer un temps d'arrêt fut doublement masqué. D'abord par le cadennassage syndical dont il fut l'objet et qui s'afficha lors des premiers cortèges où couleur par couleur les manifestants se rangeaient derrière le sigle, la banderole et les mots d'ordre de leur fédération ou de leur U.D. (à la CFDT l'orange, à la CGT le rouge, à la CGC le blanc et ses écharpes...). Ensuite par le prétexte sur lequel se cristallisa la mobilisation : la réforme du financement des organismes de l'assurance vieillesse. Mais ce mouvement, officiellement dirigé contre l'allongement du temps de travail induit par la réforme des retraites, exprimait surtout contre la dégradation présente des conditions de travail. La précarité, la flexibilité, l'austérité, la productivité: voilà les 4 cavaliers de l'exploitation du salariat devant lesquels l'Etat et les partis de gauche ont rendu les armes; les 4 fléaux devant lesquels ils ont proclamé leur impuissance définitive.

L'échec du mouvement qui, à première vue - celle de sa couverture médiatique - apparaît flagrante aura principalement été celui de sa revendication directe: le retrait du Plan Fillon. A seconde vue, son échec aura aussi et surtout été celui de son impuissance à étendre et approfondir la mobilisation du salariat. De ce second échec, il conviendra de déterminer les causes organisationnelles (entrave des bureaucraties syndicales et sauf



exception, incapacité du mouvement à se doter de structure de coordination autonome), théoriques (faiblesse de la conscience collective critique de l'ordre présent) et pratiques (inhibitions, autocensure, justifications de ces inhibitions et de cette autocensure, répression et autorépression des méthodes d'action combattives). Ce constat d'un échec immédiat ne saurait néanmoins occulter ce que furent ses réussites -certes partielles, mais à saisir à leur juste mesure: sa durée, sa ténacité, sa vigueur dans certains des secteurs géographiques et professionnels mobilisés, sa capacité à poser en termes de lutte de classes l'affrontement entre le salariat et le Capital. C'est in fine le sens que revêt ce qui, telle une traînée de poudre parcourut le mouvement sans malheureusement trouver l'étincelle pour l'embraser: l'appel à la grève générale.

Il faut savoir ne pas commencer une grève

On pourrait bien sûr s'épancher à loisir sur les responsabilités des organisations syndicales - et de la principale d'entre elles la CGT - dans l'incapacité du mouvement à prendre l'ampleur qu'il aurait pu avoir. Qu'il aurait dû avoir ! Et, à l'unisson des publications de toutes les extrême-gauches, commencer par hurler à la trahison en stigmatisant leur refus obstiné - hormis l'oraison funèbre de Marc Blondel le 13 juin à Marseille - d'appeler à la grève générale.

"La grève générale ne se décrète pas". Cette formule quotidiennement et invariablement répétée par le secrétaire général de la CGT avait bien l'accent bureaucratique de son auteur. En *thorézien* dans le texte, on pourrait la traduire par un : *"Il faut savoir ne pas commencer une grève"*. Car ce fut bien là l'objectif tactique permanent de l'appareil confédéral de ne pas commencer un véritable mouvement de grève, c'est à dire un mouvement interprofessionnel et reconductible. Au plus fort de la lutte, le 3 juin, Bernard Thibault faisait ainsi dans Libération cette déclaration qui ne souffre aucune ambiguïté : *"Ce n'est pas le blocage de l'activité économique qui est le but du mouvement, c'est de contraindre le gouvernement à revenir à la table des négociations"*.

Quelle singulière définition de la grève de la part du principal dirigeant de la principale confédération syndicale en plein mouvement de grève! Car il n'y a que dans la Constitution que la grève s'exerce dans le cadre des lois qui la réglementent. En tant qu'arme du monde du travail, elle n'est pas cette suspension programmable et programmée de la production sans autre conséquence

économique que la sanction financière des salariés; en tant qu'arme du monde du travail, elle ne cherche pas à préserver les intérêts du Capital, elle vise au contraire à leur porter atteinte - et le plus gravement possible. C'est en effet uniquement dans ce combat de classe que le Capital est amené à céder, et non par une quelconque chimère contractuelle, où, assis à la table des négociations, Capital et Salariat négocieraient un accord confortant leurs intérêts réciproques.

"La grève générale ne se décrète pas" écrivions nous dans ACC en février dernier, au lendemain des manifestations du 1er février. Certes, mais elle s'organise. Ce que n'ont jamais fait ou voulu faire les confédérations syndicales qui ont toutes, au contraire, organisé la non-organisation de la grève générale. A-t-on jamais entendu Thibault mettre en avant, après sa sempiternelle *"grève générale qui ne se décrète pas"* une perspective offensive du type *"mais nous sommes en train de l'organiser"* ou *"elle est en train de s'organiser"*? Le rappel bref de quelques uns des épisodes du mouvement de mai-juin 2003 permet de saisir comment, à certains de ses instants décisifs, les bureaucraties syndicales sont parvenues (ou non) à l'endiguer et à contrecarrer son développement. Il faut le redire encore une fois : ce n'est pas par crainte de la faiblesse du mouvement social que les organisations syndicales n'ont pas appelé à la grève générale, mais bien par hantise de sa force - de son éventuelle ampleur !

Extraits du tract distribué par ACC à la manif du 13 mai à Mulhouse :

Les impasses du "syndicalement correct".

(...) Autre leçon à retenir : celle de décembre 1995 où l'appareil CFDT, comme c'était prévisible, a trahi les travailleurs en lutte. Aujourd'hui, la question de savoir si oui ou non l'appareil CFDT va chercher à casser le mouvement ne se pose même pas: la seule question qui se pose est de savoir quand et comment !

Il faut aussi exercer la plus grande vigilance à l'égard de la CGT dont l'appareil a cherché à berner les salariés d'EDF qui ont su heureusement déjouer la manoeuvre. Une CGT qui, par ailleurs, a décidé de priver le mouvement social d'un ressort essentiel en restant floue sur la revendication unificatrice des 37,5 annuités pour tous et en n'évoquant que vaguement l'indispensable abrogation des ordonnances Balladur de 1993 qui ont déjà fait des ravages sur les pensions des retraités du privé.

Une CGT qui, d'autre part, a créé, avec la CFDT, un machin (le CIES) destiné à gérer l'épargne salariale (qui préfigure les fonds de pension !!!). Comment s'en étonner?... Il y a un énormément de pognon à la clé. (...) Pour les militants et les adhérents qui font trop confiance en *"leur"* organisation, le réveil pourrait être dur.

Retour sur la Leduigou-Chereque's Pride du 13 mai

Laissons de côté les cortèges du 1er février, 3 avril et 1er mai. Autant de journées de mobilisation à l'appel de l'intersyndicale dont le vif écho au sein du salariat témoignait de l'importance majeure que celui-ci portait au projet de réforme de sa retraite. Autant de journées que ladite intersyndicale ne concevait que comme un moyen d'infléchir l'intransigeance abrupte du gouvernement sur laquelle elle ne cessait par ailleurs de se lamenter, renvoyant mois après mois l'échéance de la confrontation directe entre le gouvernement et le monde du travail. Sans que pourtant à aucun moment aucun syndicat ne claque la porte pour dénoncer la mascarade qu'il était en train de jouer. Il faudra attendre le 15 mai à l'aube pour que le 4/7ème d'intersyndicale dénonce publiquement le jeu de dupes dans lequel il était embarqué depuis plusieurs mois. C'était un peu tard pour se réveiller, rendre crédible et mobilisatrice une telle indignation. Que n'avaient-ils quitter, ces hiérarques syndicaux, dès les premières rencontres, la table des concertations ?...

Le 13 mai, donc ! Le 13 mai devait être une sorte de *"Le Duigou-Chèreque's Pride"*, une *Intersyndicale Parade* qui n'avait d'autre fin que d'organiser la signature le lendemain ou surlendemain des concessions réciproques que ces partenaires sociaux responsables avaient négocié la veille ou l'avant-veille. Misérable Thibault, pitoyable Le Duigou, qui, le 15 mai, s'indignent du coup de poignard dans le dos de la CFDT. Alors que depuis le 3 avril (pour ne pas dire le 1er février, le 7 janvier, Décembre 95 ou plus simplement, le Congrès de Brest et le rapport Moreau de 1979) pour le premier téléspectateur venu, c'était un acquis patronal et gouvernemental que la CFDT signerait, et probablement à l'issue de cette journée d'actions. Elle aura simplement signé 12 heures plus tard que ce qui était initialement prévu. Le soir, aux environs de 19H00, une heure avant l'intervention programmée de Fillon au 20H00 de PPDA annonçant l'accord sur la réforme des retraites, et non le matin du même jour, après une nuit de discussions pour que les auditeurs en prennent connaissance dans leur voiture en se rendant à leur chagrin !...

A suivre

Vous trouverez ci-dessous des extraits d'un tract diffusé par ACC dans les manifs mulhousiennes. Avec ces chiffres, l'énormité de l'escroquerie patronale et gouvernementale saute aux yeux. Tout comme la solution alternative au (faux) problème des retraites.

37,5 60 75 : C'est possible et nécessaire !

C'est possible ! Il faut répéter inlassablement que **les richesses sont créées en abondance** et que **le seul problème qui se pose est politique : c'est celui du partage de ces richesses**. Il faut répéter, réécrire, photocopier sans cesse les données de base qui l'attestent, pour qu'elles soient bien connues de tous.

>>> **Faites connaître le tableau ci-dessous** (fabriqué par B. Friot, professeur à l'Université Paris X) qui résume en valeurs arrondies ce qu'a été, et ce que pourrait être, un partage raisonnable des richesses créées sur une période de 80 ans : de 1960 à 2040. Les représentants du Capital refusent ce partage pour 2040.

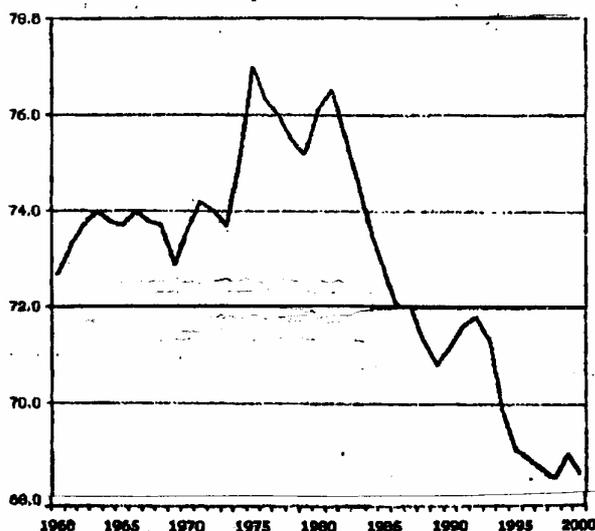
	1960	2000	2040
PIB(en euros 2003)	750 milliards	1500 milliards	3000 milliards
Dépenses de retraites	40 milliards (5%)	180 milliards (12%)	600 milliards (20%)
Reste (en euros 2003)	710 milliards	1320 milliards	2400 milliards

Comme on peut le voir, même en triplant, de 2000 à 2040, la masse des richesses consacrées aux retraites, le rab' augmente néanmoins de plus de 1000 milliards ! (C'est dû aux gains de productivité qui, avec une croissance moyenne de l'ordre de 1,8% par an, permettent de doubler le PIB tous les 40 ans). Il faut savoir qu'avec 600 milliards consacrés aux retraites en 2040 on peut sans problème offrir à tous – privé et public - une retraite avec 37,5 annuités, validée à 60 ans et avec un taux de remplacement minimum de 75%.

On notera que de 1960 à 2000 la masse consacrée aux retraites a plus que quadruplée. Non seulement la société a supporté cette évolution, mais le rab' a presque doublé, passant de 710 à 1320 milliards. Et ce rab' de 1320 milliards, il faut le souligner, a été de plus en plus inéquitement partagé entre les salaires et les profits. La part accordée aux salaires a dégringolé en l'espace de 40 ans, reflétant la baisse de combativité des salariés qui se sont fait plumer de près de 10% de la part des richesses créées (hormis dans la période qui s'est ouverte en 68):

>>> **Faites connaître la courbe ci-dessous** qui décrit bien ce phénomène de baisse *relative* des salaires. (Elle a été élaborée au niveau européen par un service statistique de l'UE).

Part des richesses consacrées aux salaires dans l'Union européenne de 1961 à 2000



Cette courbe met aussi en évidence la nécessité d'élever le débat et le combat au niveau européen où presque tous les salariés ont hélas déjà fait d'énormes concessions au capital (souvent 45 annuités nécessaires, validées à 65 ans). Néanmoins, la résistance est vive (actuellement en Autriche et en Allemagne).

Prolétaires salariés et retraités de tous les pays, unissons-nous ! Car déjà le patronat et le gouvernement français cherchent à diviser les salariés européens en présentant les Français - du privé comme du public - comme des privilégiés qu'il faudra bientôt, au nom de "l'équité européenne", aligner sur les 45 ans de cotisation déjà en vigueur presque partout !...

C'est nécessaire ! Il y a près de 5 millions de personnes totalement ou partiellement interdites d'emploi. Ce seul fait suffit à prouver l'imbécillité des thèses libérales selon lesquelles, dans un avenir proche, il n'y aura pas suffisamment d'actifs pour subvenir aux besoins des retraités. A l'évidence, il faudrait diminuer immédiatement le nombre d'annuités pour libérer des emplois pour les chômeurs et les jeunes.

Rencontres et lectures à contre courant

Les flamboyants

C'est le nom d'une nouvelle maison d'édition installée depuis sept 2002 à Uzès. Elle inaugure son catalogue avec quatre ouvrages diffusés en librairie depuis le 10 mars 2003. L'orientation, pour cette livraison et les suivantes, retient deux pôles : la littérature néerlandaise et flamande et l'œuvre littéraire de l'écrivain Jack Thieuloy.

Premiers ouvrages : 1) "Tout en travers", roman de la flamande Hilde Dillen. 2) "Graine d'échafaud", recueil de nouvelles sur le milieu carcéral par Roge Van De Velde, devenu un classique chez nos voisins. Ce recueil, conçu en détention et sorti clandestinement présente une suite de portraits pertinents du milieu carcéral. L'auteur, disparu peu après sa libération, y décrit un monde où la dignité de l'homme se heurte au pur arbitraire de la force institutionnelle. 3) "Voltigeur de lune" récit singulier dur de la guerre d'Algérie de Jack Thieuloy. 4) "L'Opéra de Beaucaire", du même; histoire drolatique et picaresque de la ville de Beaucaire du Moyen-Age à nos jours à travers le récit fictif de la famille de l'auteur.

Coordonnées des Editions : "**Les Flamboyants**" 2 Place Dampmartin 30700 UZES Tél/fax : 04 66 57 15 66 Courriel : editionflamboyants@wanadoo.fr

Albatroz

Le n°32 consacre son contenu presque exclusivement à l'Irak et Israël. Sur le premier thème, toujours d'actualité de par la colonisation de fait du pays par les USA, on relève plus particulièrement un "bilan provisoire de la politique intérieure de Bush" ainsi qu'un court texte touchant au "contrôle militaire de la planète" dans lequel l'auteur constate que "nous sommes donc tous devenus, aux yeux de l'establishment de Washington, des "peaux Rouges", c'est à dire des peuples qui n'ont droit à l'existence que dans la mesure où ils ne gênent pas l'expansion du capital transnational des Etats-Unis".

Sur le second, incluant bien évidemment la Palestine, on lira un témoignage sur la vie, la survie devrait-on dire, du peuple palestinien humilié, affamé, assoiffé, massacré et, tout compte fait, nié par Israël, son armée et ses colons extrémistes. Ce texte est le "carnet de bord de la 35^{ème} mission civile de protection du peuple palestinien du 1^{er} au 15 novembre 2002". On n'oubliera pas non plus le ferme coup de gueule adressé au journal "Le Monde" pour son évident parti-pris pro-israélien, même masqué derrière le vocabulaire. Ni un texte de Tom Thomas caractérisant le sionisme de fascisme et Israël d' "Etat fasciste-colonial".

En final, et en marge de ces deux thèmes, un bref article de "L'ouvrier (BP 64 94202 IVRY-sur-Seine cedex) sur le sens de la présence militaire française en Côte d'Ivoire. Le n°32 d '**Albatroz** (mars 2003) : 4 euros. Albatroz BP 404 75969 PARIS cedex Courriel : albatroz19@yahoo.com

Débattre

Au sommaire du n°16 de la revue trimestrielle de réflexion d'Alternative Libertaire, on relèvera tout spécialement un dossier sur la Palestine et Israël comportant une dizaine de textes dont "Contre le colonialisme en Palestine", par A.L. elle-même. Un second dossier porte sur les "luttres ouvrières d'hier et d'aujourd'hui aux USA".

Deux textes : "Implosion d'un HLM" et "La faute à Mai 68" concluent la revue dans la rubrique "Eclairage".

Abonnement : 16,80 euros (4 numéros). 13,80 euros pour les chômeurs, les précaires et les étudiants. Chèque à l'ordre d'Alternative Libertaire BP 177 79967 PARIS cedex 20./ site : <http://www.alternativelibertaire.org>

Naissance

On nous prie d'annoncer, ce que nous faisons bien volontiers : "Après huit années et quarante neuf numéros, le RIRe cesse sa parution pour laisser place à **C.Q.F.D., Ce Qu'il Faut Dire, Développer, Détruire**".

Un n°0 a été publié en avril, "gratos ce coup ci". Il s'agit d'un quatre pages annonciateur du n°1 "en apéritif avant la plat de résistance plus copieux sur seize pages". On apprend, au moment de boucler ce n° d'ACC que **C.Q.F.D.**, très dynamique, tient déjà à votre disposition les n°1 et 2, parus en mai et jui n ! (Dans le N°1: le RMA; un dossier sur L'Irak : Les morts- Les Médias - Les Experts - La reconstruction - Les profiteurs, Dans le n°2 : Thibaut, boulot, dodo : la CGT fer de lance du mouvement social; syndicalisme de patronage : CFDT, 20 ans de trahisons,...)

C.Q.F.D. - Le RIRe BP 2402 13215 MARSEILLE cedex 02 www.cequifautdetruir.org Abonnement : 11 n° pour 20 euros et plus en soutien.

Longue vie à **C.Q.F.D.** qui s'inscrit, si on en juge par le n°0, dans la parfaite filiation acidulée du RIRe.

Carré Rouge

Le spécial n°25, supplément au n°24, de la revue d'Yves Bonin et François Chesnais regroupe diverses contributions venant de différents pays et de militants de "différentes tendances, courants, revues". Elles sont des réponses à "quelques questions en vue d'une caractérisation de la situation politique nouvelle" après l'invasion de l'Irak par les USA. Toutes "analysent l'invasion de l'Irak comme le moment d'une situation politique nouvelle, tant dans le mode de domination de l'impérialisme américain, dans les affrontements inter-impérialistes que, dans chaque Etat, dans les rapports politiques entre les classes". A se procurer, à lire, à diffuser. www.carré-rouge.org **Carré Rouge** BP 125 75463 PARIS cedex 10.

Ecologie sociale

"**Ecologie sociale la revue**", bimestriel d'analyse, de débat et de propositions socio-écologistes a organisé le sommaire de son n°4 (avril-mai 2003) autour d'un dossier central "Les risques des métiers" pour montrer comment le monde du travail est directement exposé aux pollutions. Parce que l'insécurité au travail est souvent le produit d'une exposition à des substances dangereuses, et qu'elle pose le problème de leur production et de leur usage, le questionnement écologiste doit être au cour de la réflexion sur l'entreprise, et, inversement l'écologie ne peut s'arrêter aux postes de l'entreprise.

La mise en cause des pollutions et des dangers recelés par les produits industriels a plus souvent été le fait d'associations de consommateurs, de riverains, de mouvements hostiles à la mondialisation capitaliste que des syndicats et des salariés. A travers ce dossier, "**Ecologie sociale la revue**" ne contribue pas seulement à donner un peu plus de pertinence à l'écologie politique, elle développe aussi des propositions pour réparer les dommages causés aux salariés et pour "désintoxiquer" la production. Sujets abordés, entre autres : le scandale de l'amiante, le plomb (à travers le cas de l'usine Métal Blanc de Bourg-Fidèle), les logiques de l'insécurité dans la chimie, les insuffisances de la médecine du travail, les luttes pour les réparations des maladies professionnelles, les cancers professionnels...

Diffusé par abonnement : 20 euros pour un an, 6 numéros. Chèque à l'ordre d'Arguments pour une Ecologie Sociale à adresser à **Ecologie Sociale** BP 642 85016 LA-ROCHE-SUR-YON cedex

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
 de SOUTIEN Euros
 Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP N°70783

Dispensé de timbrage

Mulhouse-

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 2123
68060 MULHOUSE cedex



PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 03/07/2003

A nos lectrices, à nos lecteurs,

C'est avec un mois de retard que nous avons expédié le numéro que vous avez entre les mains. Jamais, en presque deux décennies de parution, nous nous étions permis pareil écart⁽¹⁾.

C'est dû au "mouvement", bien sûr : il nous a accaparé. N'allez pas croire, cependant, qu'on vous avait totalement oubliés. On aurait bien aimé, par exemple, vous faire parvenir les tracts que nous avons distribués dans les manifs à Mulhouse⁽²⁾. Mais ces textes "vieillissent" vite, et les délais nécessaires à la fabrication et à l'envoi d'ACC sont

de l'ordre de 15 jours à 3 semaines... De même, dans une situation qui changeait très vite, il nous paraissait impossible de fournir une analyse utile et pertinente qui aurait été rédigée 2 semaines avant sa parution.

Internet ? On l'a utilisé pour des envois à quelques groupes amis, sans être en capacité de faire beaucoup mieux...

On va essayer, cet été, de se rattraper un peu en faisant paraître un numéro d'ACC fin juillet et un autre courant août, avec des informations et des analyses sur les événements de mai-juin 2003 qui compléteront celles que vous trouverez dans les colonnes de ce n°145, daté "juin 2003", mais que les événements nous amènent à ne poster qu'en ce début juillet.

L'équipe d'ACC

(1) Précisons à nos abonné-e-s que le retard de parution de ce numéro sera sans incidence sur la validité de leur abonnement qui donne droit à la livraison de 10 numéros, indépendamment des dates de parution.

(2) On enverra gratuitement par la poste des copies de ces tracts aux abonné-e-s qui en feront la demande.

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE / B. SCHAEFFER
SEB / A. ET D. WALTER

Sommaire

- Page 1 Edito : Le spectre de la grève générale
Page 2 et 3 Qui a tué Djindjic ?
Page 3 et 4 Bellicistes et prédateurs
Page 4 Manifeste des délinquants de la solidarité
Page 5 et 6 . B.M.: après les retraites les autres secteurs
Page 6 L'école du meilleur des mondes
Page 7 Rapport Pochard du Conseil d'Etat
Page 8 et 9 Un printemps des peuples, un !
Page 9 Initiatives
Page 10 et 11 Une si tenace atmosphère de jacquerie
Page 12 37,5 60 75 : C'est possible et nécessaire !
Page 13 Rencontres et Lectures
Page 14 A nos lectrices, à nos lecteurs

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@contrecourant.org

Directeur de publication : JEAN FORTCHANTRE
1 rue Victor Hugo 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE